

# Courrier Fédéral

N° 269

du 17.09.11 au 23.09.11

Fédération  
des travailleurs  
de la métallurgie CGT

ISSN 0152-3082



## ■ EN DIRECT DU CEF

Compte rendu de la réunion du 8 septembre 2011

pages 3 à 8

## ■ INTERNATIONAL

«Résister et lutter»  
congrès de l'USW, du 15 au 18 août 2011

page 2

### **Courrier Fédéral**

Fédération des travailleurs  
de la métallurgie CGT  
263 rue de Paris - case 433  
93514 Montreuil cédex

Tél. 01.48.18.21.31  
Fax : 01.48.59.80.66

<http://www.ftm-cgt.fr>  
e-mail : communication @ftm-cgt.fr

Directeur de publication : Ph. Martinez  
Rédactrice en chef : L. Buchheit  
Rédactrice : M. Vergnol  
Maquette : S. Bouzidi

Hebdomadaire,  
Prix : 0,63 euro  
Abonnement annuel :  
29,61 euros

Commission paritaire  
0413 S 06474  
Imprimé par nos soins

# «RESISTER ET LUTTER»

## CONGRES DE L'USW DU 15 AU 18 AOUT

Le congrès de l'USW s'est déroulé du 15 au 18 août 2011. P. Verbeke (ArcelorMittal) et C. Lauferon (APERAM) y ont participé au nom de la Fédération. Deux slogans forts résumant ce congrès : « *Stand up and fight back* »<sup>1</sup>, ainsi que « *Wall Street is not main Street* »<sup>2</sup>.

Ce congrès du syndicat Nord américain des métaux USW (United Steel Workers), large regroupement des secteurs de l'aluminium, de l'énergie, du verre, de la santé, de la distribution, des mines, de la chimie, du papier/foresterie, du caoutchouc, du plastique et de l'acier, s'est déroulé dans un contexte de crise aigüe.

Le syndicat (presque 1 million de membres dont 225 000 au Canada) dénonce une crise qui n'est pas de la responsabilité des travailleurs, mais de celle du système financier et du Capital contre le Travail. Les 400 américains les plus fortunés détiennent autant de richesse combinée que 155 millions d'Américains (soit la moitié du pays), tandis que 1 % des Canadiens les plus fortunés ont récolté un tiers des gains de revenus du pays de 1997 à 2007.

L'emploi est évidemment sévèrement touché dans tous ces secteurs, avec des délocalisations d'activités notamment en Chine et en Inde. Le slogan « *Make it in America !* » (Fabriquons ce produit en Amérique !) est ainsi constamment revenu dans les débats.

Le système bancaire est ici aussi montré du doigt avec des taux d'intérêts excessifs pour les particuliers et engendre des expulsions dont on a entendu parler en France.

Les luttes dans les entreprises s'articulent autour des salaires, de l'emploi, des conditions de travail, mais aussi de la simple reconnaissance du droit syndical.

Au niveau national, on retrouve les enjeux de la santé (« faut-il en arriver à devoir vendre sa maison pour pouvoir se soigner ? »), de la Sécurité sociale, du droit à une retraite décente, du droit à un salaire minimum, du

maintien et de l'obtention de conventions collectives, avec une recherche de convergence public/privé.

Comme chez nous, l'enjeu de l'élargissement de la mobilisation est posé, avec un incontournable « remonter le taux de syndicalisation », qui a sérieusement reculé ces dernières années. Nous avons d'ailleurs pu noter une moyenne d'âge relativement élevée parmi les 3000 congressistes. Mettre en place des jeunes aux postes de responsabilité est pointé comme un enjeu dans l'organisation interne de l'USW.

« *Nous avons à convaincre, par une meilleure argumentation et communication, les travailleurs à se prendre la main pour résister à l'oppression des élites capitalistes* » avons-nous entendu. Ce qui résume bien les enjeux posés.

C'est d'ailleurs la même idée développée dans le discours de solidarité internationale du syndicat, qui contribue et encourage à développer des réseaux syndicaux mondiaux au sein des multinationales. « Des réponses syndicales doivent être trouvées, sinon le risque est de sombrer dans l'anarchie » (en écho aux événements récents en Angleterre).

Quelques luttes emblématiques ont été présentées, notamment celle des travailleurs de la multinationale minière VALE, au Canada, qui ont vaincu la volonté de la direction de rabaisser les garanties collectives, au terme d'un an de lutte acharnée !

La lutte continue également pour obtenir le droit syndical dans les mines au Mexique, là où les syndicalistes sont menacés de mort.

Lors de la dernière journée, le Syndicat des Métaux a décerné son prestigieux prix « Paul Wellstone » au commentateur Ed Schultz ainsi qu'à l'acteur et militant Danny Glover, président de Trans Africa, une organisation à but non lucratif qui œuvre pour la justice mondiale plus particulièrement en Afrique, aux Caraïbes et en Amérique latine. Ce prix rend hommage aux personnes qui s'engagent pour le bien commun, le bien-être des travailleurs et de leurs familles et contribuent à faire avancer les droits de la personne ici comme partout dans le monde.

Sur un plan plus politique, et après l'élection d'Obama, les connexions sont importantes entre l'USW et le parti démocrate. Plusieurs sénateurs ou sénatrices sont d'ailleurs venus en personne féliciter et encourager les congressistes. Le syndicat encourage ses membres à participer activement à la réélection d'Obama (qui s'est d'ailleurs adressé par vidéo aux congressistes) et à l'installation d'une majorité démocrate au Congrès des Etats-Unis.

<sup>1</sup> (Résistez et lutez !)

<sup>2</sup> (Wall street n'est sûrement pas le centre du monde !)





**Bernard Devert**  
membre du Bureau fédéral



# En direct du CEF

du 8 septembre 2011

Présentation  
d'un nouveau  
conseiller fédéral  
invité au CEF :  
Eric Moulin,  
rattaché au secteur  
« Garantie collective  
et droit social »

Lors du CEF de juillet, nous avons décidé de gagner une rentrée sociale offensive et rapide par la tenue d'AG de syndicats et d'USTM dans la perspective d'une journée de mobilisation début octobre. 40 départements, 14 coordinations de groupes, une trentaine d'AG et de congrès de syndicats se sont déjà tenus ou vont se tenir dans les semaines à venir. Nous avons besoin d'avoir une connaissance de ces AG et de leurs comptes rendus. Les premières réunions traduisent une bonne participation et un état d'esprit très revendicatif.

## L'été fût chaud sur salaires, emploi, conditions de travail

Durant l'été, des mobilisations ont eu lieu sur les salaires, l'emploi, ou pour dénoncer les accidents de travail parfois mortels, comme chez Feursmétal, Sigma Air à Issoudun ou chez Endel. La dégradation des conditions de vie au travail devient un enjeu majeur et mérite que nous menions une véritable campagne.

Le 28 septembre s'ouvrent des négociations avec l'UIMM sur ce thème. Des directions ont profité de la période estivale pour convoquer des CE avec des plans de restructurations. C'est le cas chez Alstom-Power à Belfort où les salariés se sont mobilisés contre des fermetures d'ateliers et des licenciements. En juillet, 1500 salariés d'une filiale Alcatel-Lucent ont appris que leur direction étudiait la cession complète de leur activité. La mobilisation s'est aussi maintenue tout l'été chez Anovo contre la vente ou la fermeture de sites.

La CGT a aussi maintenu la pression sur l'emploi et la pérennité des sites chez PSA Aulnay et Sevelnord. Après avoir obtenu le gel du plan de licenciements, les salariés de la fonderie MBF à Saint-Claude (Jura) restent mobi-

lisés pour le maintien de leur activité et de l'emploi. En cette rentrée, les salariés de la fonderie Montupet à Châtelleraut se mobilisent pour refuser un chantage à l'emploi. Les salariés sont invités à accepter un nouveau contrat de travail avec une nouvelle grille de salaires qui se traduit par une perte de 20% à 23% de leur salaire. Dès leur retour de congés, ils se sont mis en lutte en coopération avec la CGT de Renault. Chez Freescale à Toulouse, les salariés se battent depuis des mois pour la ré-industrialisation de leur site et le maintien de l'emploi. Malgré une fermeture annoncée fin 2011, l'activité est prolongée. Chez Schneider Electric, on vient d'apprendre qu'une partie de la direction du groupe serait délocalisée à Hong-Kong avec abandon de la production en France et la suppression de 1000 emplois intérimaires. Dans ce contexte revendicatif, le patronat accentue la répression contre les militants CGT. Azzedine Lahrach a été sanctionné de deux jours de mise à pied pour s'être absenté pour garder son enfant alors que sa femme venait d'être hospitalisée. Chez General Motors à Strasbourg, la direction n'a toujours pas digéré le refus de la CGT de se plier au chantage à l'emploi et veut licencier des militants CGT. A Valdunes également, deux délégués CGT viennent d'être convoqués pour sanction, le syndicat et les salariés sont mobilisés.

## Rouvrons des NOE\*

Un sondage IFOP montre que si 55% des Français sont inquiets pour leur avenir, ils mettent en tête de leurs aspirations les enjeux des salaires et du pouvoir d'achat, particulièrement pour les ouvriers et techniciens. L'emploi est aussi une question prioritaire pour les salariés du privé, notamment chez les jeunes de moins de trente ans et

les salariés peu qualifiés. Les déficits et la dette publique n'arrivent en priorité que pour les professions libérales et les retraités, mais pas pour les salariés. En cette rentrée, les préoccupations qui s'expriment portent sur les augmentations de prix (gaz, transport, logement, santé, rentrée scolaire). Les 3,5% d'impôts sur les mutuelles et complémentaires contenus dans les mesures Fillon risquent de se traduire par des salariés qui renoncent à leur couverture sociale.

**Le social est au cœur des attentes, et c'est le social qui doit être la priorité pour sortir de la crise. La résignation ne domine pas.**

La responsabilité syndicale est de mettre en débat nos propositions et les faire connaître, comme par exemple les dix exigences que pose la confédération.

La CGT revendique aujourd'hui un Smic à 1700 €, or dans la majorité des grilles les minima démarrent en dessous du Smic. Cela représente 40% des salariés de la métallurgie.

**Demandons dans chaque entreprise l'ouverture de négociations sur les salaires et la refonte des grilles.** La fédération a édité un tract de rentrée. Un 4 pages est en cours de réalisation. Notre mot d'ordre pourrait être : « L'ouverture des NOE, c'est dès aujourd'hui ! »

## L'emploi est aussi une source d'inquiétude et de luttes

Le devenir de l'industrie se pose dans le pays. Augmentation du chômage et des emplois intérimaires, explosion du nombre de ruptures conventionnelles (notamment chez les plus de 50 ans). 185 000 emplois ont disparu dans la branche depuis 2008, mais en fait plus de 300 000 salariés ont quitté leur emploi dans la métallurgie depuis deux ans. De nombreux syndicats se sont

\* NOE : Négociations Obligatoires à l'Entreprise

engagés pour exiger des embauches en CDI afin de remplacer les départs, maintenir les compétences et améliorer les conditions et la qualité du travail. La réforme des retraites n'a rien réglé pour son financement à moyen terme.

Cet été, le gouvernement a par décret allongé à 166 trimestres le droit à une retraite entière pour les générations nées à partir de 1955. Le scandale est qu'aux dires du ministre du Travail, le chômage serait dû à l'arrivée des jeunes sur le marché du travail, en oubliant que les départs en retraite retardés réduisent les offres d'emplois dans les entreprises. L'activité industrielle reste en moyenne 10% inférieure à 2008 et les directions font le choix de la précarité et de la flexibilité du travail.

### **Construisons l'action du 11 octobre**

La CGT s'est engagée dans la construction d'une journée interprofessionnelle dans le cadre unitaire. La réunion de rentrée des structures CGT du 25 août s'est engagée à une journée de mobilisation début octobre. Après plusieurs rencontres, CGT, CFDT, UNSA, FSU et Solidaire ont décidé de faire du **11 octobre une journée interprofessionnelle de mobilisations**. La CGT porte une démarche de rassemblement et d'unité syndicale. Elle décidera avec tous ceux qui veulent y aller.

L'unité syndicale est un élément déterminant d'efficacité et de confiance. Encore faut-il prendre le temps de faire partager cet objectif aux militants et syndiqués.

Depuis des semaines, on nous explique qu'il va falloir faire des efforts pour réduire la dette et les déficits publics. Si le premier budget de l'Etat est effectivement celui des intérêts versés dû à la dette, il faut rappeler que cette situation est ancienne et qu'elle résulte de choix politiques qui ont favorisé les marchés financiers, les grandes fortunes et les niches sociales et fiscales qui représentent 170 milliards par an. Les agences de notations prétendument indépendantes sont rémunérées par les multinationales afin de noter les entreprises sur leur niveau de rentabilité financière. Elles interviennent directement dans la stratégie des groupes. Ainsi, l'agence Franco-américaine Fitch demande-t-elle aux dirigeants de Renault d'augmenter la production dans les pays à bas coût et de développer encore plus la flexibi-

lité pour plus de rendement financier. Le président de cette agence n'est autre que Marc Ladreit de Lacharrière, PDG de Fimalac, douzième fortune de France et président de la commission des nominations et de la gouvernance chez Renault. Une agence de notation où on retrouve les dirigeants de grands groupes comme Schneider Electric, la Banque JP Morgan, Véolia, Alstom... Une supercherie de plus.

La France a dépassé l'Allemagne du point de vue des dividendes versés aux actionnaires en rapport à la valeur ajoutée, ce qui, avec de telles exigences financières, peut expliquer le recul de l'industrie en France. Ce qui tue la France, c'est la financiarisation et non pas le coût social.

### **« Ce n'est pas à nous de payer la crise ! »**

Dans la plupart des pays, on assiste à une multiplication des mobilisations. Les populations refusent les mesures d'austérité et de recul social qui sont inefficaces pour relancer l'activité et la croissance. Des mouvements ont lieu en Espagne, en Italie, au Portugal, en Grande-Bretagne, Roumanie, Slovaquie Grèce, Hongrie.

**La CES appelle à une euro manifestation le 17 septembre.** En Israël, 400 000 personnes manifestent pour plus de justice sociale, l'éducation, le logement. Au Chili, depuis des mois, le mécontentement s'exprime par de nombreuses manifestations d'étudiants et lycéens.

La CUT a lancé un mouvement de grève.

Comme le dit la CGT, **c'est un autre modèle de développement qui se profile, avec une autre répartition des richesses produites, au service de la réponse aux besoins sociaux**. La place que prend la jeunesse dans ces mouvements nous encourage. Sans attendre, mettons notre énergie à la construction de la journée d'action du 11 octobre en proposant aux salariés des arrêts de travail et leur participation aux rassemblements. **Les retraités sont également engagés dans la préparation d'une journée de mobilisation le 6 octobre à l'appel de l'ensemble des confédérations des retraités.**

Dans l'Education nationale, les syndicats appellent à une journée de mobilisations et de rassemblements **le 27 septembre**.

Avec l'expérience du mouvement de 2010, il s'agit de **gagner en priorité un enracinement de l'expression**

**revendicative des salariés dans chaque entreprise** et de mieux appréhender la diversité pour favoriser les convergences d'actions.

Des syndicats et USTM ont décidé des initiatives de mobilisation sans attendre le 11 octobre. Certains souhaitent des rassemblements devant les chambres patronales avant de participer au rassemblement interprofessionnel.

Nous avons besoin de mieux partager notre conception du rassemblement, de notre démarche unitaire, des formes d'actions et de cette construction du rapport de forces que nous voulons durable.

Au-delà du 11 octobre, c'est la généralisation de l'expression revendicative et la multitude d'actions dans les entreprises qu'il nous faut gagner. Il nous faut débattre de ce que nous avons besoin de faire dans les semaines à venir.

### **Ne sous-estimons pas la bataille des idées**

On nous explique l'urgence de réduire la dette en comparant le budget d'un pays comme la France à celui d'une famille... Pour donner des arguments et faire connaître nos propositions, la NVO de rentrée avec une interview du secrétaire général de la CGT est un bon support pour aller au contact des salariés.

Enfin, nous avons besoin d'une CGT qui se renforce. De ce point de vue, ne lâchons pas sur les règlements du FNI et des cotisations en interpellant les syndicats qui n'ont toujours pas fait de règlements.



**Michaël Linossier** fait le point sur la situation chez Renault Trucks Vénissieux où le syndicat a demandé une réouverture des NOE. Pour l'heure, la direction ne lâche rien. Une coordination des syndicats Renault est prévue le 14 septembre à Bourg en Bresse et décidera de l'action. La direction reconnaît que la réforme des retraites bloque les embauches, mais augmente le nombre de CDD et le recours aux services de prestataires. En fait, il y a de l'activité mais ils n'embauchent pas préférant accélérer le recours à la sous-traitance et à la flexibilité. Sur ce dernier point, il est constaté qu'un nombre croissant de salariés doit travailler le samedi, or la direction a modifié le mode de calcul des heures supplémentaires. Il en résulte une remise en cause des 35 heures et la suppression de RTT. Des AG du syndicat Renault Trucks et de l'USTM sont programmées prochainement.

**Isabelle Croix** fait part de la tenue ce jour d'une AG de rentrée de son syndicat (MBDA), où il sera question de syndicalisation et de la préparation du 11 octobre. Sur ce point, la CFDT est en retrait.

Durant l'été, la CGT a fait campagne sur la question du forfait jour suite à l'arrêt de la Cour de cassation. Début juillet, le PDG a annoncé des suppressions de postes d'intérimaires et CDD. Le syndicat prépare une expression parce qu'avec une trésorerie de 1,6 milliard il y a moyen de faire autrement.

**Michel Ducret** fait état de la lutte de la fonderie du Poitou. Une lutte impor-

tante, car il s'agit d'un groupe en expansion. Une manifestation se tient ce jour à Châteauroux, car les salariés du site demandent une mise à niveau de leur salaire sur ceux de Châtelleraut et non l'inverse.

Les fonderies sont un secteur où 25 000 emplois ont disparu en peu de temps. Pour autant, la SBFM a montré qu'une lutte pouvait aboutir à la réintégration chez le constructeur. Dans le secteur automobile, une dynamique de lutte est engagée. Un tract sur l'automobile est en préparation. L'idée est d'avoir des appels à la grève dans tous les groupes. En Normandie, un collectif régional métallurgie s'est tenu la semaine dernière. Un tract régional sera édité pour la préparation du 11 octobre. Des rassemblements auront lieu devant les entreprises avant de rejoindre le rassemblement interprofessionnel. Un courrier est aussi adressé aux UIMM de la région pour demander la réouverture des négociations sur les salaires.

**Bernard Mattio** rapporte la tenue d'une AG de militants en PACA le 6 septembre. Malgré une participation insuffisante, l'AG portait une dynamique sur la nécessité de réussir le 11 octobre et de dépasser le mouvement sur les retraites. Le débat est aussi venu sur la syndicalisation des ICT et la manière de les investir. Il y a aussi le besoin de faire un état des lieux sur l'industrie, les filières, l'emploi, la syndicalisation. Une conférence régionale devrait se tenir en janvier 2012. Enfin, il est prévu une réunion avec la préfecture sur le dossier de la déconstruction navale.

**Kamal Ahamada** relève la teneur scandaleuse des propos de Xavier Bertrand sur les jeunes qui serait la cause du chômage ! Cela conforte l'idée du congrès de la FTM-CGT de faire des jeunes une priorité. En effet, si les jeunes sont si nombreux au chômage aujourd'hui, c'est bien à cause de la politique menée aujourd'hui. Le 16 septembre se tiendra un collectif où il sera question de la dynamique jeunes qui est enclenchée avec des collectifs jeunes dans plusieurs départements, comme en Isère par exemple. Les jeunes métallos CGT participeront aussi aux commémorations de Chateaubriand. Enfin, pour les prochaines manifestations, les jeunes travaillent leur visibilité avec des T-shirts et casquettes CGT.

**Pascal Lenogue** estime qu'il faut lancer une campagne d'argumentation, car les mesures antisociales vont s'accélérer après les présidentielles. Le corps militant est motivé sur les NOE et le pouvoir d'achat. Le succès sur les grilles chez Dassault Falcon services aide beaucoup dans le groupe. Toutefois, le taux de syndicalisation est insuffisant pour élargir le débat à tous les secteurs. C'est pourquoi il a été décidé que les élus parrainent tous un secteur. Depuis l'AG, on ne parle que d'adhésions. Et on en réalise. Une action pourrait être décidée le 27 septembre dans le Val d'Oise. Un tract sur l'emploi industriel est en préparation.

**Sylvain Marceau** rappelle que l'opinion était différente avant et après la bataille des retraites. Celle-ci a évolué avec les arguments de la CGT. En Ile-de-France, il y aura un rassemblement avec l'URIF le 11 octobre. Les métallos d'Ile de France organisent une journée sur les négociations paritaires le 29 septembre. Elle sera l'occasion d'une initiative au GIMM.

**Laurent Roussel** estime qu'il faut avoir en tête, dans la préparation du 11 octobre, le poids de la bataille des idées et de la chape de plomb de la question de la dette. S'y ajoute le manque de perspective politique qui peut alimenter la fatalité. Il faut donc avoir une argumentation riche et rencontrer les salariés.

Le plan de rigueur de la France est cependant loin de celui des autres pays, car il y a une crainte de la réaction des salariés. Le mécontentement est toujours présent et ça se dégrade même sur les questions de conditions de tra-



vail avec le lean et les délocalisations. Le mécontentement est là, mais comment l'exprimer efficacement ?

Sur les conditions de travail, trois incidents de violence physique ont eu lieu dans trois entreprises de Saône-et-Loire en quelques jours, liés à des problèmes de management. S'y ajoute une répression accrue contre des militants CGT. Les six AG tenues dans le département ont toutes confirmé la nécessité du 11 octobre. La priorité, c'est sa réussite. Toutefois, la CFDT tempore.

**Laurent Trombini** insiste sur la gravité du plan de rigueur, en particulier la disposition qui affecte les mutuelles. Concrètement, cela peut représenter pour une personne qui ne bénéficie pas d'une mutuelle, une facture de 4 500 euros pour une dizaine de jours d'hospitalisation. Concernant la dette, il y a un argumentaire. Il faut pouvoir dire qu'on est pour l'effort, mais aussi par le biais de l'augmentation des recettes. D'autres solutions existent aussi. L'Argentine a ainsi suspendu sa dette pendant trois ans.



**Frédéric Canton** relate la tenue de plusieurs congrès de syndicats dans le 64. Des jeunes adhèrent à la CGT. Une journée d'étude sur la vie syndicale a abouti à la décision de tenue de congrès de syndicats d'ici la fin de l'année. Concernant la fonderie Mercier, en lutte depuis plusieurs mois, des projets sont portés par la CGT mais la direction exerce une répression sur des militants CGT. Un autre problème est celui de sala-

riés ayant racheté des trimestres pour pouvoir partir avant 60 ans. Cette pratique, encouragée par Mr Fillon et le patronat, qui a délivré de nombreuses attestations, est maintenant contestée par le même François Fillon qui met en place une traque aux dossiers. Il en résulte des retraités qui se voient privés de leur pension du jour au lendemain.

**Xavier Pétrachi** juge qu'il faut revenir sur le dossier de l'industrie et dénonce les propos de Devedjan qui propose de nouvelles privatisations.

Une autre urgence est celle des salaires, il faut voir comment on en parle. La proposition CGT d'un Smic à 1700 € est passée quasiment inaperçue. Il s'agit de parler salaires de manière convergente entre public et privé. Dans la continuité de l'intervention de Kamal, Xavier rappelle que la jeunesse est un engagement du congrès et qu'il faut faire le point régulièrement sur ce qu'il y a été décidé.

**Grégory Khiaty** rapporte que chez Renault Trucks, il est demandé aux salariés de rattraper les journées non travaillées en 2008. Le syndicat demande leur annulation. Une première négociation a permis de faire lâcher 20 000 journées à la direction. La lutte se poursuit avec des grèves durant les journées de modulation. L'affaire est portée en justice, mais les RTT sont supprimées sur six mois.

En attendant, on observe un mouvement de syndicalisation avec des bases nouvelles chez Renault Trucks. Le syndicat est aussi force de proposition sur une nouvelle motorisation de certains modèles ou encore de mise à disposition de voitures électriques pour le personnel Renault.

Le congrès du syndicat Renault Trucks est prévu le 15 septembre. Concernant le comité interentreprises, la direction fait toujours l'autruche. Enfin sur le 11 octobre, tout le monde partage l'idée qu'il faut réussir la mobilisation, mais qu'une seule journée ne sera pas suffisante. Concernant les NOE, un livret salaires a été réalisé l'année dernière, il va être complété et ré-édité.

**Philippe Martinez** note qu'il y a de nombreuses AG de rentrée avec de la teneur. Les militants sont combatifs et veulent s'engager. On peut se féliciter d'avoir déjà une journée d'action le 11 octobre. C'était une demande du congrès de la fédération qui y a contribué. La situation est plus compliquée que sur la bataille des retraites. La

diversité des arguments est forte, par exemple sur le déficit et la dette. Comparer les finances d'un Etat à celle d'un foyer, c'est énorme, mais ça pèse. Il ne faut pas enfermer ces questions dans un débat d'experts, à l'image de ce que l'on voit à la télévision où les économistes de droite ou de gauche sont tous d'accord. Le Courrier Fédéral va donner chaque semaine des arguments économiques simples pour décrypter la situation. Dans la période, il s'agit de ne pas lâcher sur les revendications. Il faut être précis sur le Smic et les grilles salariales. On constate que l'activité industrielle n'est pas revenue au niveau de 2008, pour autant en de nombreux endroits l'intérim augmente. Sur les conditions de travail aussi, il faut être tenaces. En résumé, il s'agit d'expliquer la crise et ne pas lâcher sur les revendications. La fédération des cheminots vient de lancer une campagne avec comme slogan «Les salaires ça m'travaille, des négociations tout de suite», on pourrait engager une démarche similaire. Il faut aussi valoriser là où des succès ont été remportés sur l'emploi. La SBFM vient d'obtenir un investissement de 120 000 € et 50 embauches. Démonstrons l'efficacité de l'action.

Sur les retraites, comme sur les autres sujets, l'efficacité passe par mettre plus de monde dans la rue. La question de l'action doit être posée aux salariés en liant mobilisation et syndicalisation. Le taux de syndicalisation demeure trop faible. Pour autant, le syndicalisme a encore une signification en France, alors que dans un pays comme l'Espagne, l'accord qui vient d'être signé pour la retraite à 67 ans assimile les syndicats au gouvernement.

Concernant le CEF, il est effectivement important de faire régulièrement le point des engagements du congrès. En ce sens, chaque CEF pourrait mettre à l'ordre du jour l'un d'entre eux. Concernant la question posée par Frédéric Canton sur la remise en cause d'attestations d'employeurs pour le calcul des trimestres. Il s'agit d'une question sur laquelle la confédération alerte depuis quinze mois et va saisir le gouvernement sur le champ politique. Dans le même temps, il faut être attentifs à la situation des camarades concernés. C'est donc un dossier que nous suivons.

**Jérôme Lettry** relate la tenue de l'AG de l'USTM 38, avec 44 syndicats présents et un premier débat sur le 11 octobre. Le débat montre une unanimité

sur l'idée de la nécessité de l'action, même si cela sera difficile. L'idée est d'un appel à deux heures de grève minimum et une participation à la manifestation.

**Gérard Montuelle** estime que pour l'heure les salariés sont dans l'expectative. Une négociation est en cours chez Safran sur la GPEC, le Perco et les primes de partage des profits. La CGT y va avec l'idée d'augmentations salariales. Une coordination Safran est prévue à Bordeaux les 4 et 5 octobre avec la préparation du 11 octobre. Une réunion d'une cinquantaine de jeunes du groupe Safran est aussi prévue. Différents sujets pourraient faire l'objet de pétitions pour préparer le 11 octobre, par exemple, sur les mutuelles. Beaucoup d'entreprises ont négocié des accords obligatoires. La nouvelle taxe sera donc aussi obligatoire, alors même que cela fait trois ans de suite que la facture augmente. Il faut faire pression pour que l'employeur prenne en charge l'augmentation. Ceci étant, les retraités ne pourront pas le négocier et il faut le dénoncer. Le collectif retraite - prévoyance se réunit la semaine prochaine. On pourrait envisager des journées d'étude.

**Taieb Ayari** rappelle que des élections Irca, dans la branche services de l'automobile et des garages, se tiendront de mi-octobre à fin novembre avec 90 000 salariés appelés à voter. Cela peut être l'occasion d'un plan de parrainage et de syndicalisation. Par ailleurs, fin 2012 sont prévues des élections dans les TPE et l'artisanat, il faut aussi prévoir des plans de parrainage dans les TPE.

**Christine Fage** fait le point sur la situation du groupe Anovo, qui est en redressement judiciaire depuis le 28 juillet. Une pétition est lancée pour demander au gouvernement des solutions pour la continuité de l'activité, avec notamment l'intervention du FSI. De son côté, avec l'aide de la fédération, le syndicat travaille à l'élaboration d'un projet industriel.

**Amar Ladraa** rapporte la tenue de deux AG de rentrée dans le Haut-Rhin avec une forte participation militante. Un climat constructif en contraste avec l'état d'esprit de l'année dernière à la même époque. Les NOE 2012 ont pris une forte dimension autour des salaires et des conditions de travail. Il est aussi intéressant de noter le lien entre

action revendicative et syndicalisation. Une soixantaine d'adhésions ont été réalisées dans quatre entreprises et des points ont aussi été marqués sur la bataille des idées. Chez SMART en Moselle, 2000 salariés ont obtenu 3,7% d'augmentation avec un talon de 85 €, avec seulement une menace de grève. Il y a une montée en puissance de l'idée que l'on peut gagner. Pour le 11 octobre, il faut faire pression sur les salaires et interpeller l'UIMM sur les minima. Concernant l'organisation. Un dispositif fédéral a été mis en place sur la syndicalisation. Une centaine de syndicats ont répondu au questionnaire, qui ont pu faire remonter 400 nouvelles adhésions dont nous n'avions pas connaissance. Il faut poursuivre sur la vie syndicale et aussi franchir une nouvelle étape sur la continuité syndicale qui reste toujours une source de déperdition. Concernant les règlements de cotisations, il y a encore trop de retards et il faut poursuivre les relances. Il y a aussi besoin de faire remonter les comptes rendus d'AG et de congrès de syndicats à la fédération.

**Nicole Camblan** informe de la tenue d'une AG des métallos le 19 septembre à Brest. Une assemblée de tous les délégués est prévue pour préparer le 11 octobre. Bernard Thibault doit aussi venir à Brest le 23 septembre. Concernant la situation chez Jabil, on annonce du chômage partiel. La CGT ne l'accepte pas et considère qu'on peut poursuivre l'activité. Par ailleurs, le syndicat a interpellé la direction sur la non utilisation d'un fonds de formation. Nicole souligne par ailleurs le besoin d'une formation des salariés et élus sur les risques psychosociaux.

**Frédéric Roussel** rappelle la tenue de la semaine de syndicalisation des ICT qui se tiendra du 26 novembre au 2 décembre. Parmi les points d'ancrage pour rencontrer les ICT, l'arrêt du 29 juin de la cour de cassation sur le forfait jours. Partout les CE et CHSCT peuvent interroger sur la charge de travail des ICT, puisque désormais un entretien annuel est obligatoire pour tout salarié en forfait jours et sa hiérarchie. L'employeur est tenu de vérifier que la charge de travail n'influe pas sur la santé du salarié. Pour rappel : l'amplitude maximum d'une journée est de 10 heures, celle d'une semaine est de 48 heures. Chez HP une restructuration menace 700 personnes. Enfin, concernant la préparation du 11 octobre,



l'USTM 06 prévoit son AG la semaine prochaine.

**Philippe Verbeke** relate sa participation au congrès du syndicat USW steel workers à Las Vegas, qui réunissait 3 000 congressistes. Aux Etats-Unis aussi la situation est grave pour les salariés de la métallurgie. Le syndicat trouve les causes de la crise dans la responsabilité du système financier, la recherche de rentabilité et les délocalisations en cascade. On retrouve les mêmes problèmes sur la reconnaissance du droit syndical et les débats sur le maintien ou l'obtention de conventions collectives. Les syndicats ont perdu en nombre d'adhérents. Ils ont un discours internationaliste avec une recherche de mise en réseau. Il y a toutefois une forte collusion syndicat - parti démocrate.

Concernant la situation chez Arcelor. Le haut-fourneau de Florange est fermé depuis quelques mois. La filière packaging est aussi en difficulté et le site d'Isbergues est en restructuration. Parallèlement, on a des difficultés techniques à Fos sur Mer suite à des départs et des pertes de compétences. Arcelor tient un CCE dans l'Est aujourd'hui avec potentiellement une procédure d'alerte. Il y a des problèmes de salaires et la direction argumente sur la compétitivité France/Allemagne. Côté syndical, nous répondons avec la note économique confédérale sur ce sujet qui est également diffusée aux salariés et cadres. Nous

attaquons aussi sur les salaires sous l'angle de paiement de la qualification et de la polyvalence. La sidérurgie se mobilisera pour le 11 octobre.

**Frédéric Sanchez** constate un état d'esprit offensif dans les AG même si l'expérience de la bataille des retraites



pèse. Une dynamique se met en place et on distribue déjà des tracts. Il faut aider les petites structures à faire leurs propres tracts. Il s'agit d'être volontaristes dans les USTM pour aider à construire le 11 octobre. L'AG de Rhône-Alpes a mis en avant la nécessité de peser pour obtenir des droits nouveaux. Il faut valoriser le succès de l'Isère qui a permis d'arracher une mutuelle avec une prise en charge à 50% par l'employeur. L'autre idée est de rouvrir les NOE et d'interpeller les UIMM locales pour rouvrir des négociations sur les minima. Il faut penser salaires pour le 11 octobre. Il s'agit aussi de repartir à l'offensive sur l'emploi industriel. Outre le 11 octobre, il y a aussi le 6 avec la journée de mobilisation des retraités qui s'inscrit dans cette dynamique, ainsi que le 27 septembre où est organisée une journée d'action dans l'Education nationale. La syndicalisation est dans la période une question prioritaire. Concernant les mobilisations en Europe, il faut voir que le syndicalisme est à géométrie variable. L'expérience de l'Espagne montre qu'il importe de garder la distance avec le politique.

**Patrick Masson** relate une AG de l'USTM 77 où sont venues les questions de la pénibilité et de l'emploi. On assiste à une montée du nombre de salariés licenciés pour inaptitude. Par ailleurs, on a besoin d'accélérer le travail syndical par filière avec la connaissance des liens de sous-traitance afin de construire le socle des comités inter entreprises.

**Philippe Lozano** se dit surpris d'avoir entendu des camarades résignés après la bataille des retraites lors d'une AG dans son département (33). C'est une attitude contre-productive, on doit faire bouger les lignes. Malgré tout, une majorité de salariés a un esprit combatif et des plans de travail se mettent en place. Une campagne départementale pour l'emploi a été lancée avec une caravane.

Dans l'aéronautique les carnets de commandes sont pleins, mais il n'y a pas d'embauche et la précarité se développe. La question de l'après 11 octobre est venue, mais ce qui compte, c'est la mobilisation dans les boîtes.

Concernant les salaires, il faudrait une campagne sur le SMIC à 1700 €. Une autre question venue à l'AG est celle de l'augmentation du prix des carburants et du logement. On évoque une prime de transport. Il serait utile de développer un argumentaire sur ces aspects. Enfin, sur les conditions de travail, il a été question du développement du lean.

**Roseline Duchesne** revient sur les 6 et 11 octobre et estime dommage d'avoir deux manifestations alors que retraités et actifs ont les mêmes revendications. Concernant les mutuelles, l'augmentation va affecter encore plus les retraités. Dernier point : sur les collectifs femmes, ce sont beaucoup de retraités qui l'animent – ce qui est anormal – les actifs sont donc invités à le renforcer.

**Daniel Pellet Robert** estime que tout le monde est d'accord sur la nécessité du 11 octobre, mais qu'il faut passer du temps avec les syndiqués et salariés pour le construire. Les salariés ne reprochent pas aux syndicats leur engagement dans la bataille des retraites, mais il y a tout de même un doute sur l'efficacité de l'engagement. Il nous appartient de donner les éléments qui donnent confiance et d'échanger. Il y a besoin de faire connaître ce qu'il se passe dans les autres pays européens et en Israël. Partout ils s'attaquent

aux garanties collectives nationales et partout ils renforcent la précarité. Mais partout aussi les salariés protestent et c'est important de le montrer.

**Roland Béraud** revient sur la situation chez Feursmétal où après l'accident qui a fait deux morts, les salariés reviennent au travail avec un sentiment de dégoût. Un débrayage est prévu la semaine prochaine. Un expert a été désigné pour faire un diagnostic sur les risques. La direction, qui ne voulait pas financer l'expertise, a dû céder. Il y a aussi besoin de former sur les risques psychosociaux. Des camarades attirent aussi l'attention sur le danger de laisser la formation des élus CHSCT aux officines patronales. Il faut placer le débat sur la formation et pousser l'enjeu du CHSCT.

**Marine Sempe** témoigne de pressions qui s'exercent au sein des stations service Total. Une restructuration est en cours et beaucoup d'emplois sont en jeu.

**Bernard Devert** constate que ce CEF de rentrée est dynamique. Il faut continuer les AG et enraciner les efforts à l'entreprise avec des adhésions. Les choses bougent également en Europe. Le DGB allemand vient de faire une déclaration offensive. Il faut aussi continuer à faire connaître l'action européenne du 17 septembre en Pologne. En France, une prochaine réunion intersyndicale est prévue le 15 septembre.